Près de 800 000 manifestantes et manifestants partout en France pour la justice sociale. Déclarations et communiqués de la CGT à la suite du 17 octobre

mardi 20 octobre 2026, par CGT educ'action

Synthèse de nos derniers communiqués confédéraux, à partir de morceaux choisis parmi les trois derniers :

Depuis des années, les passages en force sont devenus la norme, la démocratie sociale est méthodiquement mise à mal par les gouvernements et le patronat, les travailleurs et travailleuses et les services publics sont asphyxiés pour préserver les profits des multinationales et des ultra riches, les licenciements atteignent des records. Après 10 ans de macronisme, le pays craque de toutes parts.

Le 17 octobre dernier, près de 800 000 personnes ont manifesté avec joie, inventivité et détermination partout en France contre la vie chère et en soutien aux revendications des jeunes. Cette journée de mobilisation massive marque une nouvelle étape dans le processus de mobilisation engagé depuis plusieurs semaines.

Après la violente répression de la mobilisation lycéenne et étudiante, la CGT condamne les graves violences commises le 17 octobre : plutôt que de se concentrer sur le maintien de l'ordre, **la doctrine sécuritaire du gouvernement a ciblé de nombreux manifestant·es pacifiques qui ont été blessé·es, des milliers de manifestant·es ont été nassé·es, nos services d'ordre ont été parfois ciblés, le nombre de gardes à vue abusives est exponentiel, une jeune fille de 17 ans a perdu son œil, un jeune homme de 17 ans a perdu sa main, le carré de tête intersyndical de la manifestation de Toulouse a été visé par une grenade et quatre dirigeantes syndicales de la CGT et de la FSU ont été blessées, deux décès sont aussi à déplorer samedi et dimanche à Paris** dont les circonstances doivent encore être éclaircies.

La CGT appelle à des **assemblées générales partout sur les lieux de travail pour décider de la généralisation de la grève le 5 novembre**, date de la journée de grève et de manifestations décidée par l'intersyndicale interprofessionnelle.

- C'est par la grève massive que nous mettrons le patronat et le gouvernement sous pression et que nous gagnerons sur nos revendications et celles de la jeunesse.

- C’est par la grève que nous obtiendrons les augmentations de salaires et pensions indispensables pour vivre dans de bonnes conditions.
- C’est par la grève que nous gagnerons les budgets pour nos services publics et les financements pour notre Sécurité sociale.

Consciente de la volonté du pouvoir et de l’extrême droite d’instrumentaliser la violence, la CGT appelle à l’organisation de manifestations pacifiques. Aussi, **là où les conditions sont réunies, le samedi 24 octobre, la CGT se mettra à disposition pour permettre aux jeunes et aux travailleurs et travailleuses qui le souhaitent de manifester en sécurité pour faire entendre leurs revendications.**

Détail des communiqués

A lire, télécharger, imprimer, diffuser et afficher sur le panneau syndical !

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES la cgt

Déclaration du Bureau confédéral de la CGT

Le Bureau confédéral de la CGT alerte sur la gravité de la situation du pays

Depuis des années, la CGT tire, en vain la sonnette d'alarme sur l'ampleur de la colère face à la violence des politiques patronales et gouvernementales : les passages en force sont devenus la norme, la démocratie sociale est méthodiquement mise à mal par les gouvernements et le patronat, les travailleurs et travailleuses et les services publics sont asphyxiés pour préserver les profits des multinationales et des ultra riches, les licenciements atteignent des records. Après 10 ans de macronisme, le pays craque de toutes parts.

Après la réussite de la journée de grève et de manifestation du 29 septembre, puis de la mobilisation lycéenne et étudiante, la journée du 17 octobre montre un nouvel élargissement de la mobilisation. 800 000 personnes ont manifesté avec joie, inventivité et détermination partout en France contre la vie chère et en soutien aux revendications des jeunes.

La journée a malheureusement été gâchée par de nombreuses dégradations et par une stratégie de maintien de l'ordre dangereuse. Après la violente répression de la mobilisation lycéenne et étudiante, la CGT condamne les graves violences commises le 17 octobre : plutôt que de se concentrer sur le maintien de l'ordre, la doctrine sécuritaire du gouvernement a ciblé de nombreux manifestant·es pacifiques qui ont été blessé·es, des milliers de manifestant·es ont été nassé·es, nos services d'ordre ont été parfois ciblés, le nombre de gardes à vue abusives est exponentiel, une jeune fille de 17 ans a perdu son œil, un jeune homme de 17 ans a perdu sa main, le carré de tête intersyndical de la manifestation de Toulouse a été visé par une grenade et quatre dirigeantes syndicales de la CGT et de la FSU ont été blessées, deux décès sont aussi à déplorer samedi et dimanche à Paris dont les circonstances doivent encore être éclaircies.

Cette spirale de la répression et de la violence doit cesser. La CGT demande la mise en place d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur ces faits.

La CGT le rappelle, les dégradations sont toujours instrumentalisées par le pouvoir, le patronat et l'extrême droite pour faire diversion des revendications et pour justifier la répression et les remises en cause des libertés publiques. Elle apporte tout son soutien aux salarié·es privé·es de leur travail à la suite des dégâts dans les mairies, services publics et commerces. La CGT demande à ce que leur salaire soit maintenu à 100 %.

La seule voie de sortie de crise est la réponse immédiate aux revendications sociales exprimées depuis des mois. La CGT dénonce le discours méprisant et moralisateur du président de la République. On ne répond pas à une mobilisation sociale par des mesures sécuritaires et répressives. On y répond par des solutions politiques.

La CGT appelle à l'ouverture immédiate de négociations avec les organisations syndicales et de jeunesse. Les revendications sont claires : la fin de Parcoursup, des moyens pour les lycées et les

Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / presse@cgt.org
© 2026 servicepresse.cgt.fr

Communiqué de presse

Près de 800 000 manifestantes et manifestants partout en France pour la justice sociale : le gouvernement doit répondre sans délai aux revendications !

Près de 800 000 jeunes, travailleuses, travailleurs, privé·es d'emploi et retraité·es ont rejoint les nombreux lieux de rassemblements et de manifestations partout sur notre territoire.
Cette journée de mobilisation massive marque une nouvelle étape dans le processus de mobilisation engagé depuis plusieurs semaines.

Par son refus obstiné de répondre aux revendications portées massivement de manière pacifique, c'est le gouvernement qui porte la responsabilité politique de la montée des violences observée aujourd'hui. C'est sur le terrain de la négociation avec les organisations syndicales étudiantes et de salarié·es, et du débat parlementaire que le gouvernement doit maintenant apporter des réponses politiques.

La CGT dénonce la répression visant à empêcher la population de participer aux manifestations. Elle apporte son soutien aux responsables syndicales de la FSU et de la CGT de Toulouse qui ont subi un tir de grenade de désencerclement envoyé sur le carré de tête intersyndical par les forces de l'ordre alors que le cortège défilait dans le calme.

Cette journée de mobilisation citoyenne pour l'augmentation des salaires, des minima sociaux et des retraites, a permis de dénoncer une fois de plus les inégalités dans notre pays et la violence du projet budgétaire qui impactera de manière concrète notre quotidien, alors même que beaucoup d'entre nous doivent choisir entre faire le plein de carburant ou faire ses courses.

Dans le budget Lecornu, aucune mesure n'est prévue pour aller chercher l'argent où il est. Ce projet prévoit 54 milliards d'efforts budgétaires qui pèseront directement sur les services publics déjà exangues. C'est la réduction des recettes organisée, avec la baisse de la taxe exceptionnelle sur les hauts revenus de 7 à 5 milliards et de nouveaux cadeaux aux grands groupes.

L'objectif du gouvernement est de ne pas mettre à contribution les milliardaires et les multinationales, alors que la France compte désormais 2,3 millions de millionnaires soit 35000 de plus en 2025. **Les ultra-riches ont augmenté leur patrimoine de plus de 1000 milliards d'euros depuis 2010. Au 2e trimestre, ce sont 61 milliards d'euros de dividendes qui ont été versés par les entreprises en France, championne d'Europe**

Relations presse confédérales /presse@cgt.org
© 2026

Communiqué de presse

La CGT appelle à généraliser la grève le 5 novembre

Le pays traverse une crise profonde qui plonge ses racines dans la situation sociale dégradée de la majorité de la population : vie chère, salaires en berne, précarité, services publics mis à la diète, absence de perspective pour les jeunes.

Travailleuses et travailleurs, lycéens et étudiants, retraité·es, privé·es d'emploi en ont assez. Par leur entrée progressive dans la lutte, elles et ils l'expriment de plus en plus fortement.

Avec des manifestations massives, la journée du 17 octobre a marqué une nouvelle étape dans cette montée des luttes. Cette journée a aussi malheureusement été marquée par une répression policière accrue, des dégradations et violences, que la CGT a immédiatement condamnées. Le 17 octobre restera comme un point de bascule quant à l'état de notre société.

Nous sommes à un moment décisif qui nécessite de passer un nouveau cap dans la mobilisation. La réunion tenue ce matin à Matignon confirme en effet que le gouvernement refuse à ce stade d'apporter les réponses politiques indispensables aux urgences sociales. En dépit d'une demande intersyndicale unanime, le Premier ministre campe sur son refus de répondre maintenant aux revendications et n'a toujours pas annoncé à quelle date il recevra les organisations de jeunesse.

Réunies ce jour, la direction et les organisations de la CGT ont analysé la situation et arrêté plusieurs décisions.

La CGT appelle à des assemblées générales partout sur les lieux de travail pour décider de la généralisation de la grève le 5 novembre, date de la journée de grève et de manifestations décidée par l'intersyndicale interprofessionnelle.

C'est par la grève massive que nous mettrons le patronat et le gouvernement sous pression et que nous gagnerons sur nos revendications et celles de la jeunesse. C'est par la grève que nous obtiendrons les augmentations de salaires et pensions indispensables pour vivre dans de bonnes conditions. C'est par la grève que nous gagnerons les budgets pour nos services publics et les financements pour notre Sécurité sociale.

Consciente de la volonté du pouvoir et de l'extrême droite d'instrumentaliser la violence, la CGT appelle à l'organisation de manifestations pacifiques. Aussi, là où les conditions sont réunies, le samedi 24 octobre, la CGT se mettra à disposition pour permettre aux jeunes et aux travailleurs et travailleuses qui le souhaitent de manifester en sécurité pour faire entendre leurs revendications. **La CGT rappelle que le maintien de l'ordre public est une prérogative de l'Etat, ce qui nécessite de changer en profondeur de stratégie de maintien de l'ordre et de mettre un terme à la répression dont ont encore été victimes des milliers de manifestant.es le 17 octobre.**

En cette période cruciale, la CGT est déterminée à assumer ses responsabilités. Dans l'unité la plus large possible, elle œuvrera à ce que le monde du travail et les jeunes amplifient la mobilisation indispensable pour gagner sur leurs revendications.

A Montreuil, le 21 octobre 2025

Relations presse confédérales / presse@cgt.org
© 2026 servicepresse.cgt.fr

Rdv de manif / rassemblements déclarés connus dans l'Ain :

- Bourg-en-Bresse : rassemblement à 14h devant la préfecture